

Peut-on sauver le patrimoine rural?

Hélène Deslauriers

Numéro 75, hiver 1998

Le patrimoine à l'oeuvre

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/17050ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Continuité

ISSN

0714-9476 (imprimé)

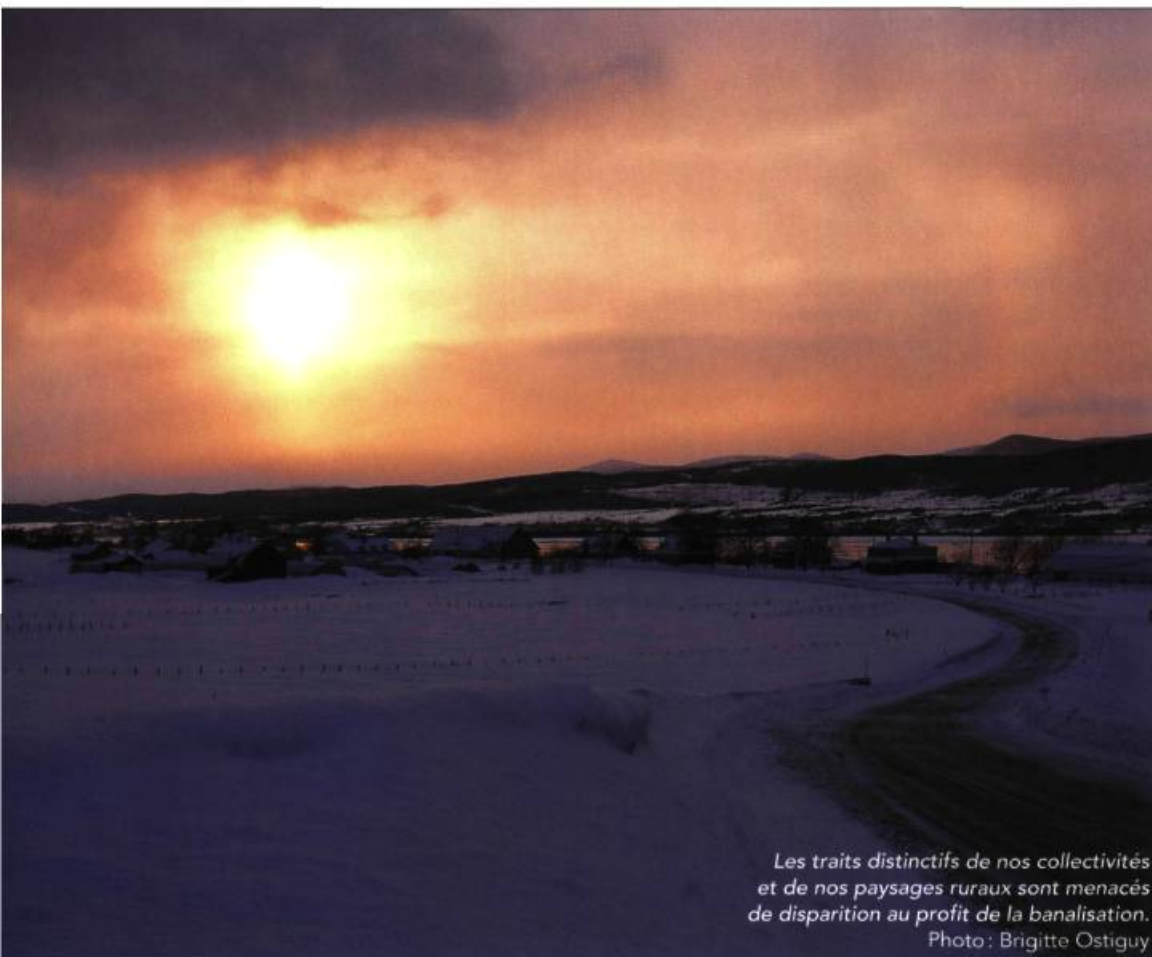
1923-2543 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Deslauriers, H. (1998). Peut-on sauver le patrimoine rural? *Continuité*, (75), 38–39.

PEUT-ON SAUVER LE PATRIMOINE RURAL ?



Les traits distinctifs de nos collectivités et de nos paysages ruraux sont menacés de disparition au profit de la banalisation.
Photo : Brigitte Ostiguy

Malgré tous les inventaires réalisés et les recherches menées ces dernières années pour sauvegarder notre passé, il reste encore beaucoup à faire. Notre patrimoine, c'est aussi celui du monde rural. Et cet héritage est en état d'urgence !

par Hélène Deslauriers

Solidarité rurale entreprend actuellement une consultation, « un vaste travail de construction », selon les mots de Jacques Proulx, devant mener à l'élaboration de la politique du monde rural. Est-ce un signe

des temps où une lueur d'espoir ? La prochaine conférence générale de Solidarité rurale se fera sur le thème du patrimoine, et un comité travaille déjà à cerner la position que l'organisme présentera à ses membres en matière de patrimoine... rural, évidemment.

S'il existe une ruralité et que celle-ci se caractérise par « une densité relativement faible des habitants et des constructions, faisant apparaître une prépondérance des paysages à couverture végétale ; un usage économique à dominance agro-sylvo-pastoral ; un mode

de vie de ses habitants caractérisé par leur appartenance à des collectivités de taille limitée et par leur rapport particulier à l'espace ; une identité et une représentation spécifiques, fortement connotées par la culture paysanne¹ », la notion de patrimoine rural est donc liée à ces caractéristiques. Force est donc, ici plus qu'ailleurs, d'élargir notre définition du patrimoine et d'y inclure des paysages, des modes de vie et des savoir-faire.

Et il y a urgence ! Parce qu'on retrouve dans le monde rural des patrimoines peu connus, moins étudiés et donc plus vulnérables. Ainsi en est-il des patrimoines génétiques, comme les végétaux et les animaux en voie de disparition ou encore des aménagements de paysages traditionnels, comme les façons de clôturer les terres ou de planter les arbres. Il y a aussi le vaste champ des savoir-faire qui est menacé. Qui connaîtra dans 50 ans la science du maréchal-ferrant ou du tailleur de bardeaux ? Qui se souviendra de l'art de la construction des moulins à grains et des laiteries artisanales ? Qu'advient-il des ressources archéologiques comme les cimetières oubliés et les sites de campement ?

AVONS-NOUS RÉUSSI ?

On peut sûrement avoir l'impression d'avoir fait beaucoup et d'avoir travaillé fort depuis plus de 20 ans pour faire avancer la cause du patrimoine. Nous avons multiplié les inventaires, et les recherches se poursuivent afin d'améliorer les connaissances. De nombreux spécialistes et des organismes tels que le

Conseil international des monuments et sites (ICOMOS), le Conseil des monuments et sites du Québec ou Héritage Montréal détiennent une riche expertise. Nous avons aussi mis en place un bon nombre de lois et de règlements permettant aux élus municipaux de faire face aux problèmes. Les programmes d'aide à la conservation ou à la rénovation se sont multipliés. Mais malgré tout, la partie n'est pas gagnée. Ces mesures, il faut reconnaître qu'elles n'ont pas permis d'empêcher la banalisation qui se fait de plus en plus sentir dans nos régions et la disparition de ces traits distinctifs qui révèlent l'identité de nos collectivités et de nos paysages ruraux. Mais pourquoi ? D'abord, parce que la notion de patrimoine se limite encore, pour la plupart des gens, à l'architecture. Ensuite, la conservation du patrimoine prend encore, pour beaucoup, une saveur de confrontation entre les « spécialistes patrimoniaux » et les « promoteurs progressistes ». Enfin, dans tous ces exercices, nous n'avons pas convaincu et mobilisé le simple citoyen pour qui le beau ou le vieux — qui sont souvent les enjeux de la confrontation — n'ont pas nécessairement la même signification. Pour preuve de ce constat, les exemples de combats pour sauver les rangées d'arbres le long du chemin des Patriotes en Montérégie ou le vieux couvent de Château-Richer, menacé de démolition au profit d'un stationnement. Et ce ne sont que deux cas parmi tant d'autres.

Y A-T-IL QUELQUE CHOSE À FAIRE ?

Notre approche est-elle la bonne ? Et si la sensibilisation pouvait être plus simple que ces discours de spécialistes,

LES SADC

Il existe 54 sociétés d'aide au développement des collectivités au Québec (SADC). Elles sont implantées dans des collectivités rurales et semi-rurales. Leur mission : stimuler la participation de la collectivité dans la prise en charge de son avenir par des activités de concertation et de partenariat ; supporter la création et la consolidation d'entreprises par des services techniques et financiers.

que ces lois et ces programmes ? Car dans la notion de patrimoine, il doit y avoir celle de sentiment d'appartenance. Et ce sentiment ne peut naître que d'une émotion : c'est cette émotion qui permet de reconnaître l'importance du patrimoine et de tenir à cet héritage. D'ailleurs, lorsqu'on demande aux gens ce qui constitue leur patrimoine, on est surpris de constater qu'il s'agit davantage d'objets ou d'éléments de la vie quotidienne : des chansons, une recette de cuisine, une vieille chaise ou un cadre ancien laissés par une grand-mère ou une vieille tante, un souvenir de fête et, parfois, un site ou un bâtiment, toujours associés à une émotion. Et s'il en était de même du patrimoine de leur communauté.

Il suffirait donc de faire surgir chez les gens ce sentiment, de leur faire identifier d'eux-mêmes ces éléments, non de leur imposer nos choix. Les passionnés de l'histoire de leur région ne pourraient-ils pas jouer ce rôle important auprès de leurs concitoyens ? Parce que dans toute cette démarche d'acquisition des connaissances, de préservation du patrimoine, de revendications et de

réglementations, il y a une étape essentielle qui semble avoir été négligée et que beaucoup de spécialistes hésitent ou se refusent à faire : le travail de terrain, l'animation de groupes et d'ateliers de sensibilisation. La formation des citoyens, mais aussi des décideurs.

Pourtant, ces processus permettant de déclencher dans une population une démarche de mise en valeur du patrimoine existent déjà et ont fait leurs preuves, avec Rues principales plus particulièrement. Les exemples de Saint-Placide ou de Baie-Saint-Paul, et d'autres encore, confirment leur efficacité.

La conservation du patrimoine ne peut être une démarche parallèle et isolée. L'enjeu est bien plus grand. Dans la préservation du monde rural, c'est tout un mode de vie, une vision du développement et de notre avenir qui est en cause. C'est aussi la définition même du type de collectivité dans laquelle nous voulons vivre que l'on remet en question : d'un côté, des communautés toutes pareilles et banales, où la compétition avec sa voisine entraîne la recherche des projets les plus originaux qui ne nous ressemblent pas et qui servent une petite partie de la population ou, d'un autre côté, des milieux de vie qui mettent à profit les ressources particulières, les talents, les mentalités et les savoir-faire qui se sont développés au fil des ans, voire des siècles.

Au cours des dix ou quinze dernières années, le développement local, l'action concertée, la prise en charge ont fait leur place, lentement mais sûrement, dans nos collectivités. L'action des Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) ou des Corporations de développement communautaire, entre

autres, ou encore des démarches comme celles de Rues principales ou de Villes et villages en santé ont porté beaucoup sur l'animation du milieu, la sensibilisation et la concertation.

C'est avec ces intervenants que les professionnels du patrimoine doivent s'associer pour que cette valeur accordée au passé et à l'histoire soit intégrée dans le processus de développement local. N'oublions pas que ces intervenants dans les organismes de développement local ont un fort sentiment d'appartenance à leur milieu. N'a-t-on pas là un bassin de personnes capables de vulgariser la sensibilisation au patrimoine ?

N'ayons crainte cependant, en adoptant une telle vision. Il ne s'agit aucunement de se bercer de nostalgie, de refuser le progrès et de vouloir revenir à des modes de vie du début du siècle. Il est au contraire question d'assurer la survie de nos régions en bâtissant nos stratégies de développement sur nos identités propres, nos ressources humaines et matérielles particulières. Il ne s'agit pas non plus de mobiliser les gens pour sauver le beau et le vieux mais plutôt de garder en mémoire les témoins de notre histoire pour mieux nous comprendre et pour pouvoir présenter aux autres ce qui nous identifie et nous distingue.

Hélène Deslauriers est directrice générale du Réseau des SADC du Québec et membre du Comité patrimoine de Solidarité rurale.

- 1 Kayser, Bernard, *La renaissance rurale - Sociologie des campagnes du monde occidental*, cité dans un texte inédit préparé par Henri-Paul Proulx, « Corvée d'idées », pour Solidarité rurale, novembre 1997.